

MICHEL, Andrée. *Surarmement, pouvoirs, démocratie*. Paris, L'Harmattan, 1995, 390 p.

Gabrielle Lachance

Volume 27, Number 4, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703676ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703676ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachance, G. (1996). Review of [MICHEL, Andrée. *Surarmement, pouvoirs, démocratie*. Paris, L'Harmattan, 1995, 390 p.] *Études internationales*, 27(4), 907–909. <https://doi.org/10.7202/703676ar>

médiation, par exemple, peuvent avoir un impact sur ce processus. La troisième partie de l'ouvrage, finalement, présente quelques exemples de l'application de cette méthode tirés des travaux menés par Lederach en Amérique latine en tant que médiateur et éducateur.

En dernière analyse, les arguments présentés par Lederach semblent souvent incomplets, au point d'apparaître parfois simplistes. Il esquive complètement, par exemple, la question des configurations de pouvoir qui sous-tendent les situations de conflits qu'il veut transformer. Est-il vraiment possible de penser que les groupes qui tirent profit d'une situation vue comme injuste par d'autres vont accepter de la modifier au nom d'une plus grande justice sociale? Le concept de culture, un élément central de l'argumentation, reste aussi trop flou pour être d'une grande utilité. Lederach se contente de suggérer que c'est dans le vécu culturel qu'il faut chercher les solutions aux situations conflictuelles parce qu'il veut laisser la voie ouverte à des formules de paix adaptées aux différents contextes dans lesquels il souhaite voir ses méthodes utilisées. L'intention est louable, certes, mais elle dissimule mal un vide analytique malvenu. Où doit-on chercher? Quels sont les éléments à l'intérieur du concept de culture qui laissent croire qu'ils vont permettre de construire des mécanismes pouvant passer de la violence à la justice? Quel est le rôle de l'État au niveau de la mise en place d'institutions aptes à faciliter ce mouvement? Et peut-on vraiment présumer, d'ailleurs, que toute société possède les moyens, culturels ou institutionnels, nécessaires

à la paix? Toutes ces questions restent sans réponse après la lecture de l'ouvrage de Lederach.

Pierre P. LIZÉE

*Programme conjoint de recherche sur la sécurité internationale,
Université de Montréal-McGill University*

Surarmement, pouvoirs, démocratie.

MICHEL, *Andrée*. Paris,
L'Harmattan, 1995, 390 p.

Alors qu'on parle de plus en plus de dissuasion nucléaire, de prévention des conflits et de maintien de la paix sans trop savoir tout ce que ces concepts peuvent signifier dans la pratique, le volume d'Andrée Michel vient jeter un éclairage intéressant sur une réalité connexe : l'industrie de l'armement et son impact sur le « développement des sociétés occidentales comme de celui des pays du Tiers-Monde » (p. 11). Dans son étude, l'auteure ne se limite pas aux critères habituels de la croissance économique. Elle explore d'autres mesures de développement comme « la justice sociale, le bien-être des peuples, la démocratie et la diplomatie, le respect des droits des minorités opprimées, la protection de l'environnement et la sécurité pour tous » (p. 11).

Quinze chapitres, regroupés en huit parties, expliquent les raisons du surarmement de même que ses fonctions économiques et politiques et ses répercussions sociales. En choisissant deux pays fortement militarisés, mais qui ont des histoires et des caractéristiques différentes, les États-Unis et la France, l'auteure peut mieux démontrer la similitude qui existe dans le

développement et le maintien des complexes militaro-industriels.

Fait assez inusité pour un ouvrage de ce genre, l'auteure fait ressortir, tout au long de l'étude, la situation des femmes qui découle du keynésianisme militaire : pauvreté, dévalorisation de l'emploi dans les industries de l'armement, exclusion politique, prostitution autour des camps militaires, maintien du culte de la « virilité » qui allie violence, pornographie et instrumentalisation des femmes.

Cette étude montre comment, pour deux pays leaders dans le domaine, l'industrie de l'armement a entraîné la ruine des concurrents occidentaux et a permis une nouvelle domination économique et politique des pays du Tiers-Monde. On saisit l'étroite collusion des banques commerciales, du capitalisme financier et des gouvernements avec les magnats de l'industrie militaire pour favoriser cette dernière au détriment de l'industrie civile avec les conséquences négatives qui en ont découlé pour le marché du travail.

Les complexes militaro-industriels constituent un véritable pouvoir invisible, incompatible avec la démocratie. Ce sont les participants à ce pouvoir qui décident des stratégies de défense et des dépenses militaires. Ce faisant, ils éludent la responsabilité des élus et des citoyens et érodent le processus démocratique. Ils utilisent largement l'idéologie de la « sécurité » pour justifier le surarmement, la vente d'armes aux pays du Tiers-Monde et pour favoriser l'intervention armée plutôt que la négociation pour régler les conflits.

L'industrie militaire ne fait pas que contrôler le pouvoir exécutif des États, elle pénètre également plusieurs sphères de la société civile : le système d'éducation, les loisirs et les sports de même que la recherche scientifique et les médias. C'est ainsi qu'on a réussi à convaincre les gouvernements et les populations civiles que le surarmement était nécessaire pour assurer leur sécurité.

Pourtant, les armes de toutes sortes, mais surtout les mines anti-personnel et les armes nucléaires, contribuent de façon importante à la dégradation de l'environnement et sont une menace constante à la sécurité des populations. Ces dernières sont de moins en moins protégées en tout temps et, en périodes de conflits, sont plus que jamais la cible des tirs alors que la « guerre chirurgicale » protège d'abord les militaires.

Le surarmement a des effets désastreux tout particulièrement dans les pays du Tiers-Monde où les puissances occidentales y écoulent leurs surproductions militaires et y exportent la guerre. L'achat de matériel militaire par ces pays a engendré une dette énorme qui a contribué à accroître leur dépendance des pays vendeurs, à augmenter la misère chez les populations déjà pauvres du Sud et la pénurie des services publics. Afin d'assurer le remboursement de leurs dettes, le Fonds monétaire international leur a imposé des programmes d'ajustement structurel. Enfin, la vente d'armes a souvent contribué à maintenir des régimes dictatoriaux et elle est presque toujours faite en conjonction avec le trafic de drogues.

Le Conseil de sécurité de l'ONU est soumis aux puissances militaires occidentales comme cela a été constaté assez clairement au moment de la guerre du Golfe et de celle ayant cours au Moyen-Orient. Dans tous les cas, l'aide humanitaire est présentée de façon à faire oublier les effets destructeurs de la guerre.

Dans ce paysage sombre, une lueur d'espoir apparaît au dernier chapitre : la résistance à cette politique de la guerre par des organismes de plus en plus nombreux de la société civile tant au Nord qu'au Sud. Les femmes surtout demandent qu'on passe à une économie de la réconciliation. On dénonce la violence telle qu'on la pratique et une économie basée sur une fausse sécurité qui conduit à une plus grande pauvreté dans le monde. Une seule réponse peut résoudre ce problème : la solidarité et l'équité planétaires.

Un volume intéressant, certes, mais un peu long. On a parfois l'impression de redites ou de digressions. Un ouvrage courageux tout de même et qui a ses mérites : ceux, entre autres, de désavouer le keynésianisme militaire, de rassembler plusieurs données bien documentées sur la question du surarmement et de mettre en évidence les mécanismes qui conduisent au déploiement de l'industrie militaire et à la guerre. Les références sont abondantes et très diversifiées. Malheureusement, il n'y a pas de bibliographie à la fin du volume.

Pour les personnes qui travaillent en coopération internationale ou pour des organismes qui militent en faveur de la paix, les problématiques sont généralement connues. Cependant, ce

volume a l'avantage de les regrouper, de préciser les causes et les effets des divers phénomènes et de fournir des exemples concrets des « processus par lesquels cette militarisation se génère et se régénère ainsi que ses effets sociétaux, politiques et économiques » (p. 11). Il nous aide à mieux décortiquer la situation qui existe dans notre propre pays et à poser les bonnes questions à ceux et celles qui nous gouvernent. Pour toutes ces raisons, l'ouvrage demeure une référence importante.

Gabrielle LACHANCE

*Directrice générale
Développement et Paix, Montréal*

**Cooperative Security:
Reducing Third World Wars.**

ZARTMAN, I. William and Victor A.
KREMENYUK (dir.). Syracuse, NY,
Syracuse University Press,
1995, xviii, 376 p.

Cet ouvrage collectif est une entreprise russo-américaine qui rappelle l'esprit des années les plus prometteuses de Gorbatchev où des académiciens soviétiques et américains s'attelaient pour trouver des méthodes de collaboration originales afin d'explorer la terminaison des conflits régionaux. Quoique l'introduction au thème principal du livre porte à croire qu'il s'agit d'une étude sur la coopération entre les grandes puissances dans le domaine de la réduction des conflits régionaux, seule la coopération russo-américaine est prise en compte par un groupe de dix experts russes et américains.

La première partie de l'ouvrage comporte deux chapitres de caractère conceptuel. Celui de Zartmann con-